

Le Musée de Valère et la protection des Monuments d'art et d'histoire en Valais jusqu'à 1935

André Donnet

Introduction

A l'origine du musée de Valère se trouve le *cabinet des antiquités du musée de Sion*.

Ce musée a été fondé en 1829 par le P. Etienne Elaerts¹, professeur au collège de Sion. L'Etat du Valais et la ville de Sion y ont contribué financièrement, et de nombreux particuliers, de la ville et d'autres localités, par des dons en objets.

C'était un institut auxiliaire du collège municipal, constitué par un cabinet d'histoire naturelle et par un cabinet de physique². Il paraît avoir été à l'usage exclusif des étudiants³. Cependant Elaerts voyait plus loin encore. Il adjoignit à son musée un *cabinet des antiquités* pour tenter d'arrêter, ou du moins de freiner l'évasion, par les bons soins des antiquaires, des richesses archéologiques et

¹ «D'origine belge, ancien étudiant en médecine, physicien, chimiste, architecte et dessinateur, le Père jésuite Elaerts (1795—1853) était d'un caractère très entreprenant et d'une intelligence très vive. Mais son indépendance de caractère lui fit du tort dans l'estime de ses supérieurs et de ses collègues. En 1844, il fut forcé de quitter la Compagnie, mais n'en continua pas moins à demeurer à Sion... En 1849, il devint préfet des Etudes et professeur de philosophie au Lycée». (J. Zimmermann, *Essai sur l'histoire du collège de Sion*, Sion, 1914, p. 126, note). — Voir aussi : P. Aymar-Bression, *M. l'abbé E. Elaerts...* dans *Galeries biographiques-historiques*, Paris, s. d., 4 p.

² Le P. Ignace Broccard avait déjà réorganisé en 1819 l'ancien cabinet de physique établi par le Sénat de la Bourgeoisie, au collège, vers la fin du XVIII^e siècle. — cf. J. Zimmermann, *op. cit.*, p. 125.

³ *Rapport du Conseil d'Etat sur sa gestion...* (R. G.), Instr. Publique, 1872, pp. 36—39.

artistiques du canton. Elaerts fut le premier, en Valais, à attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'intérêt national que présentait la conservation de nos monuments d'art et d'histoire⁴.

Mais bientôt, faisant suite à l'article 8 de la nouvelle Constitution du 11 janvier 1848 qui plaçait l'instruction publique, devenue obligatoire, sous la surveillance de l'Etat, la loi du 31 mai 1849 sur l'instruction publique reconnut comme établissement cantonal d'enseignement secondaire le *Lycée* de Sion ; et le *musée* du lycée devint également cantonal⁵. L'arrêté sur la réorganisation des collèges de l'Etat en détermina officiellement l'administration seulement en septembre 1858⁶.

Sous le nom général de *musée cantonal*, cet institut comprenait donc des collections d'histoire naturelle (minéralogie, géologie, botanique, zoologie, etc.), des instruments de physique et de chimie, et en outre, «une collection de monnaies très incomplète et de peu de valeur, et quelques antiquités»⁷.

Si au moment de la fondation et surtout dans les premières années, les dons ont été nombreux, quoique sans grande importance, l'Etat a été le principal bailleur de fonds pour l'accroissement des collections⁸. Le P. Elaerts obtint en effet du Conseil d'Etat pour son nouveau musée, une allocation fixe par trimestre qui pouvait aller jusqu'à 48 francs⁹. Mais peu à peu le crédit annuel alloué augmenta dans des proportions modestes, il est vrai, pour atteindre enfin fr. 500.— en 1870. Il est difficile de déterminer les sommes qui furent affectées à l'achat des objets du cabinet d'antiquités, les crédits inscrits sous la rubrique *Musée cantonal*, au budget du Département de l'Instruction publique, ayant été répartis de façon très inégale aux collections des divers cabinets.

On connaît mal les accroissements successifs du *cabinet des antiquités*. Aux quelques monnaies anciennes qu'Elaerts avait com-

⁴ Cf. J. Morand, le *Musée historique de Valère*, dans *Annuaire des Beaux-arts en Suisse*, publié par P. Ganz, T. V, Bâle, (1928—1929), pp. 166—167. — Voici par ailleurs le texte de la lettre que Elaerts adressait encore au Conseil d'Etat en mai 1837 : «Je me fais un devoir de signaler à l'attention du Conseil d'Etat et à son zèle à maintenir et à conserver tout ce qui se rattache aux souvenirs historiques du Valais, un fait qui doit faire de la peine à tout homme qui a du sentiment ; c'est qu'il y a de nouveau dans le pays des étrangers qui achètent à vil prix les anciennes armures et qu'il se trouve des particuliers assez mal avisés pour les leur vendre. Afin d'empêcher dans la suite l'exportation d'objets aussi précieux, je prends la liberté de renouveler ici la proposition que le Gouvernement a déjà agréée depuis longtemps, mais au sujet de laquelle je n'ai pas encore reçu d'autorisation : c'est de pouvoir acheter au compte du Gouvernement à prix plus élevé que n'offriraient les étrangers tout ce qui peut avoir trait aux antiquités du pays, et d'en faire insérer l'annonce au Bulletin». (Arch. Cant., Départ. Instr. Publique. Thèque 8, No 11).

⁵ *Recueil des lois...* T. VIII, 2e édit., 1884, p. 90.

⁶ *Ibid.*, T. X, 1865, p. 104.

⁷ R. G., Instr. Publique, 1872, p. 38.

⁸ *Ibid.*, p. 37.

⁹ *Protocole des Séances du Conseil d'Etat*, (Prot. C. E.), 18 octobre 1833.

mencé à réunir¹⁰ s'ajoutèrent peu à peu de nouvelles acquisitions et des dons ; par exemple en 1860, les objets (bracelets, fibules, etc.) trouvés dans des tombes¹¹ à l'entrée de la rue de Lausanne, à Sion¹² ; en 1873, les antiquités trouvées dans un tombeau à Muraz près de Sierre, et quelques monnaies¹³ ; en 1874, on note le don, par M. le Conseiller d'Etat H. Biolley, d'une collection d'environ 400 pièces de monnaies, dont 9 en or et une cinquantaine en argent¹⁴ ; en 1875, «deux vases celtiques très curieux en terre séchée au soleil, trouvés au-dessus d'Isérables»¹⁵, etc.

Installé tant bien que mal dans les anciens locaux du collège, le musée fut transporté plus tard dans une petite annexe distincte du collège, à l'ouest de la grande maison d'école qui fait face à l'église de la Trinité¹⁶. Bientôt à l'étroit, le musée fut ensuite transféré en 1876 dans le nouveau bâtiment affecté au collège, dans l'ancienne maison Philippe de Torrenté, à la rue de Lausanne¹⁷.

Le P. Elaerts, fondateur du musée, en demeura le directeur jusqu'à sa mort en 1853, sauf pendant une brève interruption (1844—1845)¹⁸. Il avait, grâce à un travail persévérant, organisé, et, grâce à ses relations et à ses voyages, et même en payant de sa bourse, enrichi les collections. Ce fut le chanoine Rion qui lui succéda pour peu de temps (†1856). Dès lors, l'arrêté du 18 septembre 1858 chargea le professeur d'histoire naturelle et le professeur de physique de l'administration du *musée cantonal* et du *Cabinet physique*¹⁹.

Aucun des directeurs, à part Elaerts qui avait compris l'intérêt de ces questions, ne fut particulièrement qualifié pour tenir et développer le cabinet des antiquités. Le professeur P.-M. de Riedmatten, conservateur du musée et du cabinet de physique, s'en rendait bien compte, et c'est la raison qui le déterminait à écrire dans un rapport de gestion de 1874 : «les antiquités n'ont guère augmenté ; il faudrait pour cela quelqu'un qui s'en occupât spécialement et fit une étude sérieuse de cette partie»²⁰.

C'est ainsi que végéta pendant une cinquantaine d'années le *cabinet des antiquités*, lorsque vers 1880, des hommes de grand mérite reprirent cette idée et, la développant avec toutes ses conséquences, créèrent le musée de Valère.

¹⁰ J. Morand, article cité, p. 167.

¹¹ R. G., Instr. Publique, 1860, p. 81.

¹² F. Thioly, *Les sépultures de la première époque du fer dans la vallée du Rhône*, (Extrait du Bull. de l'Inst. nat. gen., T. XVI), Genève, 1870, p. 8.

¹³ R. G., Instr. Publique, 1873, p. 34.

¹⁴ *Ibid.*, 1874, p. 31.

¹⁵ *Ibid.*, 1875, p. 19.

¹⁶ Zimmermann, *op. cit.*, p. 127.

¹⁷ R. G., Instr. Publique, 1876, p. 59, et Zimmermann, *op. cit.*, p. 156.

¹⁸ cf. Aymar-Bression, *op. cit.*, pp. 2—4.

¹⁹ *Recueil des lois...* T. X, 1865, p. 104.

²⁰ R. G., Instr. Publique, 1874, p. 31.

* * *

Installé à l'étroit dans l'ancienne maison Philippe de Torrenté, avec le Lycée-Collège, l'école de droit, l'Ecole Normale et les divers cabinets composant le musée cantonal, le *cabinet des antiquités* n'avait donc plus guère la possibilité de se développer; il manquait aussi d'espace. La commission du Grand Conseil chargée de contrôler la gestion du Conseil d'Etat, invitait cependant le Département de l'Instruction publique à continuer son activité dans ce domaine et à publier de temps en temps la liste des objets archéologiques récemment acquis et le nom des donateurs²¹.

D'un autre côté, deux employés du Département militaire, Charles de Preux, commissaire des guerres, et Eugène Theiler, conservateur du matériel de guerre, avaient, depuis quelques années, rassemblé une collection d'anciennes armes et armures, qui s'était rapidement agrandie²².

C'est pour répondre à ce vœu du Grand Conseil et à ces manifestations de bonne volonté que le Conseil d'Etat, «voulant favoriser l'extension du musée archéologique», nomma en séance du 28 décembre 1881, une commission chargée spécialement de s'occuper de la question, placée sous le patronage du Département de l'Instruction Publique, et composée du chanoine P.-A. Grenat, de Charles de Preux, Eugène Theiler, Pierre-Marie de Riedmatten, professeur, et du peintre Raphaël Ritz²³.

Cette commission, sous la présidence de Grenat, commença par réunir les deux collections pour en faire un musée. Elle se proposa dès lors d'imprimer à ce musée un «caractère national» en y réunissant au moyen d'achats, de dons, de dépôts et de fouilles tous les objets ayant un intérêt artistique et historique pour le Valais. Malgré sa constitution tardive — cinquante ans trop tard, écrit-elle, — la commission veillera à conserver au canton les antiquités qu'il possède encore²⁴.

A part le *Règlement sur l'organisation et l'administration du Conseil d'Etat, de la Chancellerie et des Départements* du 30 novembre 1892²⁵ qui confirme l'attribution des musées au Département de l'Instruction Publique, aucun texte de loi ne reconnaît officiellement ce musée, appelé, — dès 1881, semble-t-il, — *musée archéologique*²⁶;

²¹ *Bulletin des Séances du Grand Conseil* (= *Bulletin*), session prorogée de mai 1881, 18 nov. 1881, p. 38.

²² *R. G., Instr. Publique*, 1882, p. 33.

²³ *Prot. C. E.*, 28. XII. 1881.

²⁴ *R. G., Instr. Publ.*, 1882, pp. 33—37; 1886, p. 73; 1892, pp. 47—48.

²⁵ *Recueil des lois*... T. XVI, Sion, 1895, p. 109.

²⁶ La désignation du musée a souvent varié, selon le développement de ses collections et l'importance qu'on accordait à telle ou telle de celles-ci; on y ajouta enfin le nom du local: *Musée de Valère*, *Musée historique de Valère*, *Musée historique cantonal*, *Musée historique cantonal de Valère*... Nous emploierons pour le désigner l'expression actuellement la plus courante: *le Musée de Valère*.

Mais le Conseil d'Etat voulant pourvoir à son développement et à la conservation de ses collections sanctionna un état de fait en promulguant, le 17 juin 1896, un *arrêté* concernant l'administration du musée archéologique et numismatique, sous la haute surveillance du Département de l'Instruction Publique²⁷.

Enfin élargissant le champ d'action, la *loi du 28 novembre 1906* concernant la conservation des objets d'art et des monuments historiques²⁸ ordonne, à l'article premier: «En vue de la recherche et de la conservation de tout ce qui peut intéresser le Canton sous le rapport de l'art, de l'histoire, de la science et des antiquités, il est institué une commission dite «commission des monuments historiques» présidée par le Chef du Département de l'Instruction Publique.

²⁷ *Recueil des lois*... T. XVII, Sion, 1896, pp. 151—155.

²⁸ *Recueil des lois*... T. XXI, Sion, 1906, pp. 251—258. — Cette loi est une adaptation de la loi vaudoise du 10 septembre 1898 sur la conservation des monuments et objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique (Cf. *Recueil des lois*... du canton de Vaud, T. XCV, Lausanne, 1898, pp. 541—550) et de la Loi bernoise sur la conservation des objets d'art et monuments historiques (Cf. *Bulletin des lois*... du canton de Berne, N. S., T. II, Berne, 1902, pp. 57—60). — La nécessité d'une nouvelle loi, qui élargit le cadre trop étroit où la commission archéologique se mouvait, devenait en effet de plus en plus urgente. En 1890 déjà, B. Reber avait adressé un mémoire au Conseil d'Etat pour lui signaler les pierres à cupules et à sculptures de Salvan et de Grimentz et le presser de prendre toutes les précautions pour les conserver. (Voir *Message du Conseil d'Etat, du 3 novembre 1905, au Grand Conseil concernant le projet de loi sur la conservation des monuments historiques*, dans *Prot. des Séances du Grand Conseil*, session de novembre 1905, annexe 10, p. 5). Ce même *Message* cite (pp. 5—6) un long extrait d'«une feuille Valaisanne qui ne devait avoir qu'une existence éphémère, dans son numéro du 2 janvier 1898 [le *Messager du Valais*, qui a paru à Sion du 3. I. 1897 au 20. V. 1899] et qui écrit entre autres: «On ne peut se défendre d'un sentiment de tristesse mêlée de colère lorsqu'on songe aux innombrables richesses archéologiques qui ont disparu de chez nous depuis le siècle dernier...»

«En face d'un pareil état de choses, le rôle de la commission archéologique est plus étendu que ne le prévoyait le législateur en la créant, et sa tâche est hérissée de difficultés.»

La commission elle-même avait conscience des limites dans lesquelles elle travaillait. Elle fit tout son possible pour étendre son champ d'action. Dès qu'elle eut connaissance de la loi vaudoise du 10 septembre 1898, elle adressa une circulaire, datée du 15 mars 1899, aux administrations communales et au personnel enseignant, les priant «au premier bruit d'une découverte archéologique» dans leur commune, d'aviser le plus promptement possible le Département de l'Instruction Publique. (Cf. *R. G. Instruction Publique*, 1899, pp. 21—22). De plus, dans son rapport pour l'année 1899 (rédigé au printemps 1900), la commission met encore en évidence certains motifs qui ont dicté un récent arrêté (du 10 févr. 1900) du Conseil d'Etat de Fribourg: «Il y a réellement lieu de prendre des mesures pour entraver la détérioration et la dispersion des monuments et des objets constituant le patrimoine artistique, archéologique ou historique du canton» — Et plus loin: «A cet effet il importe avant tout de connaître, autant que possible, l'existence et l'état de conservation de tous les monuments d'art, d'archéologie ou d'histoire (meubles et immeubles) qui se trouvent dans le canton.»

Mue par des considérations de même nature, la commission projette encore un *inventaire des monuments et curiosités historiques* (*R. G., Instr. Publique*, 1899, pp. 24—25). Elle établit des directives. (*ibid.*, 1901, pp. 25—26). Mais immédiatement elle se heurte à des difficultés: «Malgré notre désir de donner une vive impulsion à cette œuvre du plus haut intérêt pour le canton, nous avons pu, écrit-elle, dans le courant

Cette nouvelle commission remplaça la «commission archéologique».

La «commission archéologique» avait pour devoir de veiller à la conservation des collections du musée et à leur augmentation. Son but était de recueillir des objets mobiliers²⁹. La nouvelle commission n'est pas destinée seulement à vouer ses soins au musée archéologique et numismatique et à des objets de collection ; elle a un rôle beaucoup plus large qui s'étendra sur tout le canton ; en effet, elle est chargée (art. 2) :

- a) de dresser, dans un registre spécial, l'état des immeubles, des meubles, peintures, documents, etc., ayant un intérêt national au point de vue indiqué et appartenant à l'Etat, aux communes, aux bourgeoisies, aux corporations d'un caractère public ainsi qu'aux particuliers qui y seraient consentants ;
 - b) de proposer au Conseil d'Etat toutes mesures voulues pour la conservation ou la restauration des objets mobiliers ou immobiliers visés à la litt. a) et d'exécuter les décisions prises.
- En cas d'urgence, elle prend de son chef, sauf rapport au Conseil d'Etat, les mesures provisoires dictées par les circonstances ;
- c) d'étudier les questions se rapportant aux monuments et objets historiques, scientifiques, artistiques et archéologiques qui lui sont soumises par l'Etat, les communes, les corporations et les particuliers ;
 - d) de veiller à l'entretien et à la conservation des biens classés ;
 - e) de présenter au Conseil d'Etat, à la fin de chaque année, un rapport sur son activité³⁰.

En conséquence, la commission des monuments historiques a la haute surveillance du musée archéologique et du médailler (dont les conservateurs sont choisis par le Conseil d'Etat dans le sein de la commission)³¹.

de l'année 1903, nous convaincre qu'il était impossible de l'entreprendre d'une manière vraiment sérieuse, avant d'être appuyé par des dispositions législatives qui nous arment contre l'inertie et quelquefois le mauvais vouloir des particuliers, pour ne pas dire de quelques autorités». Et M. Alphonse de Kalbermatten, architecte à Sion, chargé plus spécialement de la mise en marche de l'œuvre, concluait : «Il est impossible de songer à faire un travail complet et suivi sans un arrêté du Conseil d'Etat, car ni les communes, ni les paroisses et encore moins les particuliers, n'aiment à autoriser le premier venu à s'immiscer dans leurs affaires.» (R. G., Instr. Publique, 1903, pp. 72—73).

C'est cette expérience, avec l'exemple que venaient de donner Vaud, Fribourg et, peu après, Berne, qui fut à l'origine du projet de la nouvelle loi.

²⁹ *Recueil des lois*... T. XVII, p. 152.

³⁰ *Recueil des lois*... T. XXI, Sion, 1906, pp. 252—253.

³¹ *Règlement d'exécution du 22 février 1907 de la loi du 28 novembre 1906, dans Recueil des lois*... T. XXII, Sion, 1910, pp. 37—38.

Ainsi, par la loi du 28 novembre 1906, qui est encore en vigueur actuellement, le musée cantonal de Valère devient une institution subordonnée à la commission des monuments historiques, qui contrôle son activité. La nouvelle commission veillera à la conservation ou à la restauration des objets *mobiliers et immobiliers*. Et les objets mobiliers dignes d'intérêts, elle *peut* en proposer l'acquisition par le musée ; pour un achat important seulement, son préavis est nécessaire.

Nous étudierons séparément l'activité pour la protection des monuments des deux commissions successives, et le développement du musée de Valère.

I

La protection des monuments d'art et d'histoire

La Commission archéologique (1881-1906) a veillé à la « protection » des monuments dans un sens particulier. Elle a pris l'initiative de pratiquer des fouilles surtout dans le but d'enrichir les collections du musée, de les « alimenter »³². Dès 1907, la nouvelle commission des monuments historiques a mis au premier plan de ses préoccupations la restauration et l'entretien des monuments *in situ*.

Crédits. — Il est difficile de déterminer exactement quelles sont les sommes que l'Etat du Valais a consacrées à la protection des monuments d'art et d'histoire. Les crédits inscrits au budget du Département de l'Instruction Publique, sans compter les nombreux crédits supplémentaires ou extraordinaires, se chiffrent toutefois à plusieurs centaines de mille francs. A quoi il convient d'ajouter les subventions que l'Etat a obtenues de la Confédération. Jusqu'à 1898, la commission archéologique avait à sa disposition un unique crédit annuel de fr. 1000.— à 2000.— qui servait à financer les achats et les installations du musée, et les fouilles (la commission ne fut rétribuée régulièrement que dès 1897). Par la suite, où les rubriques du musée archéologique sont détaillées, on peut constater que de 1898 à 1914, fr. 1500.— à 2000.— furent en moyenne affectés annuellement aux fouilles (Martigny et St-Maurice). A la rubrique *inventaire des monuments historiques*, qui est devenue dès 1906 *restauration des monuments historiques*, a été affecté un crédit annuel variant de fr. 1000.— à 5400.— (maximum atteint en 1933)³³.

³² « En pratiquant ces fouilles [de Martigny], nous poursuivons un double but ; d'abord la recherche d'objets qui peuvent être enfouis dans les décombres ; ensuite l'étude de ces constructions au point de vue historique ». *R. G., Instr. Publique, 1906*, p. 26.

³³ Voir plus loin, p. 99, la question du *fonds des monuments historiques*.

Travaux principaux. — Nous n'avons pas pour propos de décrire tous les travaux entrepris ou subventionnés par la commission : fouilles, restaurations, entretiens, projets, initiatives, etc. ; ce serait une entreprise à peu près impossible aujourd'hui, les protocoles de la commission ayant été malheureusement pour la plupart dispersés³⁴. Nous voulons seulement, par une énumération, donner un aperçu de travaux dont on ignore généralement l'ampleur.

1) *Fouilles de Martigny.* Entreprises en 1883 aux Morasses (découverte des fameuses pièces de bronze : tête et jambe de taureau, jambe et bras d'une statue colossale), poursuivies en 1884, elles furent abandonnées jusqu'en 1895 où elles furent reprises sous la surveillance du major Valentin Morand. Dès 1896 et jusqu'en 1914, d'abord sous la direction d'Albert Naef, membre de la commission fédérale pour les fouilles romaines, assisté de Jos. Morand, puis sous la direction de ce dernier, il y eut chaque année une campagne de fouilles. Celles-ci permirent la découverte et l'étude du *Forum* et du quartier adjacent³⁵.

2) *Fouilles de St-Maurice.* Ces fouilles entreprises et dirigées par le chanoine P. Bourban et l'ingénieur Jules Michel, furent régulièrement subventionnées par le canton de 1898 à 1914. Grâce à elles, l'on put entre autres déterminer l'emplacement de plusieurs basiliques et de la crypte dite de S. Maurice³⁶.

3) *Restauration de Valère.* En 1891, «le Vénérable Chapitre de la cathédrale de Sion ayant porté à la connaissance du Conseil d'Etat que la position financière dans laquelle il se trouve le met dans l'impossibilité momentanée de faire face aux frais d'entretien et de réparation de l'église et des édifices de Valère, le Conseil d'Etat voulant assurer l'entretien convenable de ces édifices qui ont, au point de vue historique et archéologique un si grand intérêt pour le canton», conclut avec le chapitre une *convention* par laquelle l'Etat du Valais s'engagea à affecter une somme de fr. 14,000.— pour constituer un fonds spécial dont le revenu sera uniquement destiné à faciliter au Chapitre l'entretien de l'église, de l'enceinte et des autres édifices de Valère. L'Etat s'engagea en outre à faire réparer au plus tôt le toit de l'église. En compensation, le Chapitre abandonna en toute propriété à l'Etat la *Tour des Sorciers* et l'autorisa «à occuper dans les édifices de

³⁴ Quant au *registre* des monuments classés, nous ne sommes pas en état de le décrire, parce qu'il n'a jamais été établi. Jos. Morand a bien soumis en 1910 au Conseil d'Etat deux listes de classements. (cf. *Prot. C. E.*, 14 avril et 3 juin 1910.) Mais de nombreux classements qui y sont mentionnés se sont heurtés à des difficultés inattendues, et furent provisoirement suspendus.

³⁵ Dans une prochaine monographie sur *Martigny à l'époque romaine*, M. Pierre Bouffard, archéologue à Genève, décrira les diverses campagnes de fouilles (en tenant compte de celle de 1938—1939) et leurs résultats scientifiques.

³⁶ Le rapport, qui sera publié prochainement, des nouvelles fouilles 1944—1945 conduites beaucoup plus scientifiquement par M. Pierre Bouffard, décrira succinctement les campagnes de Bourban et de Michel.

Valère les locaux qui lui sont nécessaires pour les collections du musée archéologique, à l'exception de ceux qui sont attenants à l'église, savoir les archives et la maison du concierge»³⁷.

En 1892, J.-R. Rahn alerta la Société suisse des monuments historiques ; et ce fut celle-ci qui, par ordre et avec l'aide financière du canton et de la Confédération, entreprit les travaux, dont la direction fut confiée à l'architecte Th. van Muyden. Entre 1896 et 1903, l'église fut entièrement remise en état, les fresques et les vitraux restaurés. La seconde étape³⁸ comprit les travaux de restauration de l'enceinte et des autres bâtiments de Valère. Dès 1905, et pendant vingt ans, Valère n'a cessé de présenter l'aspect d'un chantier sur l'un ou l'autre point ; il fallut consolider et parfois reconstruire le mur d'enceinte, les tours et la plupart des murs des édifices ; les toitures ont dû être réédifiées et il faut encore constamment les entretenir ; les pièces elles-mêmes ont été restaurées l'une après l'autre ; et actuellement le groupe de bâtiments appelés les *Communs* n'a pas encore pu être aménagé intérieurement. On a réparé la citerne et consolidé les murs de soutènement des terrasses. Les revenus de 14,000 francs sont chaque année encore largement dépassés par les frais d'entretien³⁹.

Outre ces travaux très importants, le canton, sur proposition de la commission des monuments historiques, a encore subventionné, dirigé ou provoqué de nombreuses restaurations et pris soin de multiples bâtiments :

- 4) *Viège*. Restauration du clocher de l'église.
- 5) *Château de la Soie*. Nombreuses interventions pour faire cesser la démolition des ruines de ce monument classé.
- 6) *St-Pierre-de-Clages*. Restauration de l'église (Réfection de la toiture, beffroi reconstruit à neuf, dégagement du chevet, etc.)
- 7) *Martigny*. Restauration de la *Tour de la Bâtiaz* (Escalier intérieur, assainissement des murs, nombreux travaux de consolidation, etc.)
- 8) *Loèche*. Pourparlers qui ont duré près de vingt ans pour obtenir enfin le début des travaux de restauration, en 1933, de l'*Hôtel-de-Ville* (Château des Vidomnes).
- 9) *St-Maurice*. Consolidation du clocher de l'Abbaye.

³⁷ Convention du 29 mai 1891, dans *Recueil des lois...* T. XVI, Sion, 1895, pp. 330—335, et *Message concernant l'entretien de Valère présenté par le Conseil d'Etat au Grand Conseil*, session de mai 1891, Sion, 1891, 13 p.

³⁸ Les travaux de la seconde étape ont été dirigés successivement par plusieurs architectes, en particulier par M. Alphonse de Kalbermatten.

³⁹ Cf. H. Holderegger, *Die Kirche von Valeria bei Sitten*, Sonderabdr. aus dem *Anzeiger für schweiz. Altertumskunde*, N. F. XXXI.—XXXII. Bd., Zürich 1929—1930, S. 3. — V. van Berchem et Th. van Muyden, *Le Château de Valère à Sion*, Genève, 1904. (*Les monuments historiques en Suisse*, N. S. IV. — *Société des monuments historiques*.) — R. G., Instr. Publique, dès 1892, *passim*.

10) *Loèche*. Pourparlers interminables de plus de vingt ans, qui amèneront la restauration, dès 1936, du *château épiscopal*.

11) *Saillon*. Consolidation et réfection à plusieurs reprises des *remparts*.

12) *Ardon*. Restauration du *clocher*.

13) *Tourbillon*. Mesures de protection de la chapelle (couverture du toit) et relevé des fresques. — Consolidation, à plusieurs reprises, des murs.

14) *Sion*. Restauration de l'*ex-voto* qui surmonte l'entrée principale de l'église *St-Théodule* et restauration de l'édifice.

15) *Monthey*. Restauration du *château*.

16) *Vouvry*. Consolidation du *clocher*.

17) *Niedergesteln*. Restauration de la tour de l'église.

18) *Ernen*. Restauration du *gibet*.

19) *Loèche*. Restauration de la Tour et du Pont de la *Dala*.

20) *St-Gingolph*. Restauration du *château* et de la chapelle attenante.

21) *Viège*. Subvention en faveur de la restauration de l'église des *Bourgeois*.

22) *Ernen*. Pourparlers et projets de restauration du *Tellenhaus* qui ont amené son achat par la Bourgeoisie en 1933.

23) *Bourg-St-Pierre*. Consolidation du *clocher* et des *remparts* sur le Pont St-Charles. Protection de la fresque de Ste Apollonie.

24) *Vaas*. Subvention pour la restauration des *fresques* de la maison Nanchen et consorts.

25) *St-Maurice*. Travaux de restauration au *château*.

Les Commissions. — «La commission archéologique est composée de cinq membres nommés par le Conseil d'Etat pour la durée de la législature ; elle est présidée par le chef du Département de l'Instruction Publique. Le Conseil d'Etat choisit le Directeur [du musée]». (Art. 2 de l'arrêté du 17 juin 1896).

Elle avait pour tâche, nous l'avons déjà vu, de surveiller le musée et d'en augmenter les collections. Remarquons toutefois que le Directeur fonctionnait comme secrétaire de la commission et qu'en fait, ce même directeur, fonctionna et porta le titre de *président*, en lieu et place du chef du Département⁴⁰.

⁴⁰ Cf. *Annuaire officiel du canton du Valais*, Sion, 1885—1907/08, *passim*.

La nouvelle commission, dès 1907, se compose de sept membres, dont six sont nommés par le Conseil d'Etat. Le chef du Département de l'Instruction Publique en fait partie de droit et la préside (art. 1 de la *Loi du 28 novembre 1906*). Elle choisit dans son sein son vice-président et son secrétaire. Les membres se répartissent le travail et chacun assume une zone dans laquelle devra s'exercer son activité d'une façon toute spéciale. (Art. 2 et 4 du *Règlement d'exécution...*) Nous verrons plus loin les attributions concernant le musée de Valère.

Les Présidents des Commissions :

1881—1891 Chanoine Pierre-Antoine Grenat (1822—1905).
 1895—1905 Charles de Preux (1846—1905).
 1906—1908 Joseph de Kalbermatten (1840—1920), architecte.
 1908—1925 M. Joseph Burgener, Conseiller d'Etat.
 1925—1931 Oscar Walpen (1883—1931), Conseiller d'Etat.
 1932—1933 M. Joseph Escher, Conseiller d'Etat.
 1933— M. Raymond Lorétan, Conseiller d'Etat.

Les membres des commissions :

(L'astérisque * désigne les membres encore en fonction en 1935)

Chanoine Pierre-Antoine Grenat (1822—1905)	1881—1901
Charles de Preux (1846—1905)	1881—1905
Pierre-Marie de Riedmatten (1832—1906), professeur au collège, à Sion	1881—1906
Raphaël Ritz (1829—1894), peintre, à Sion	1881—1894
Eugène Theiler (1824—1902), à Sion	1881—1902
Charles Fama (1851—1895), député, à Saxon	1894—1895
Joseph Seiler (1858—1929), préfet, de Brigue	1896—1909
Joseph Morand (1865—1932), peintre, à Martigny	1896—1932
Charles de Rivaz (1850—1914)	1902—1914
Joseph de Kalbermatten (1840—1920), architecte, à Sion	1906—1908
Abbé Joseph Brindlen (1860—1918)	1906—1918
Dr Victor Bovet (1853—1922), médecin, à Monthey	1906—1922
M. Alphonse de Kalbermatten, architecte, à Sion	1908—1934
M. l'abbé Raphaël Roten	1909—1922
Chanoine Pierre Bourban (1854—1920), prieur de l'Abbaye, St-Maurice	1914—1920
*M. le Chanoine Dionys Imesch, à Sion	1918—
Chanoine François Troillet (1856—1932), curé de Choëx	1921—1932
*M. le Dr Alfred Comtesse, à Monthey	1922—
*M. l'abbé Joseph Lauber	1922—
*M. le Chanoine François Tonoli, abbaye de St-Maurice	1932—
M. Pierre Courthion, à Paris et à Sion	1933—1935
*Raphy Dallèves (1878—1940), à Sion	1934—1940

II

Le Musée de Valère

La première installation du Musée à Valère dans le cours de l'année 1883 réunit donc, comme on l'a déjà vu, les collections de l'ancien *cabinet des antiquités* du collège et celles, d'armes et d'armures anciennes, formées à l'Arsenal par Charles de Preux et Eugène Theiler.

Les crédits. — Au début, la commission archéologique eut à sa disposition un crédit annuel de fr. 1000.— à 2000.— qu'elle utilisa inégalement, selon les nécessités, pour les acquisitions et les installations du musée, et pour les fouilles. Dès 1898 le chapitre du budget du musée est détaillé ; de la sorte, on peut constater que l'Etat a assuré un crédit annuel allant de fr. 1000.— à 3000.— pour les acquisitions ; à cela, il faut encore ajouter de nombreux crédits supplémentaires pour de nouvelles installations (vitrines, entretien, etc.). Toutefois les recettes des «entrées» du musée qui commencent à figurer dès 1923 au budget du Département de l'Instruction Publique ont diminué sensiblement les dépenses effectives de l'Etat ; le chiffre des recettes en effet oscille de fr. 1000.— (en 1923) à fr. 3,200.— (en 1935), mais se tient ordinairement autour de fr. 2,500.—. Aux dépenses viennent s'ajouter la rémunération annuelle de la commission (de fr. 300.— à 800.—), du conservateur (300 francs jusqu'à 1917, puis dès la création du poste d'archéologue cantonal et conservateur en 1917, de 2000.— à 4000.—), et du gardien (ce poste ne figure au budget du Département que depuis 1914, pour une somme allant de fr. 1500.— à 3000.—).

Les crédits alloués pour les acquisitions ont toujours paru extrêmement modestes. Dans les premières années de l'existence du musée, «on pouvait acheter beaucoup en dépensant moins». Mais en 1889 déjà, on constate qu'il faut se résoudre à acheter fort cher, «à cause de la concurrence des antiquaires étrangers qui, ayant leurs correspondants dans le pays, présentent aux particuliers des prix auxquels la commission ne peut quelquefois aborder»⁴¹. Le Département fédéral de l'Intérieur accordait autrefois des subventions pour aider les musées cantonaux⁴² ; mais dès la création du Musée National en 1898, celui-ci devint pour notre musée de Valère un concurrent redoutable à l'égale des antiquaires, et par ses moyens financiers et par ses agents. Cette concurrence a eu pour conséquence d'élever considérablement les prix. Et il n'est pour ainsi dire pas d'année où le rapport du musée ne mentionne un achat important auquel il a dû renoncer pour cette cause.

⁴¹ R. G., Instruction Publ., 1889, p. 72.

⁴² *Ibid.*, 1892, p. 48.

Pour remédier aux inconvénients d'un modeste crédit annuel destiné aux acquisitions, et pour être muni convenablement lors d'une occasion intéressante, le Grand Conseil avait en 1890 invité le Conseil d'Etat à présenter un projet de décret concernant la création d'un *fonds spécial*⁴³. Cette invitation ne paraît pas avoir eu de suite, le Conseil d'Etat continuant à procéder, lorsque la nécessité se présentait, au moyen de crédits supplémentaires. La commission des monuments historiques revint encore à la charge en 1910 ; elle suggère que le musée soit au moins doté « d'un fonds spécial alimenté par les reliquats non utilisés d'une année budgétaire... Cette solution permettrait d'acquérir des objets de prix qui ne peuvent pas être achetés par la commission du musée avec ses faibles ressources »⁴⁴. Cette suggestion est encore une fois écartée par le Conseil d'Etat⁴⁵. Mais celui-ci se résout enfin à constituer à partir du 1er janvier 1920 un fonds des monuments historiques dans lequel seront versés les montants y relatifs non utilisés dans le courant de l'année et prévus sous les rubriques « Alimentation du musée de Valère », et « Restauration des monuments historiques »⁴⁶. En 1926, le Conseil d'Etat, autorisé par le Grand Conseil, verse encore à ce fonds le produit du remboursement des actions de la Société fiduciaire pour l'hôtellerie à Zurich, soit 30,000 francs⁴⁷ et dès le 31 décembre 1927, les intérêts de ce fonds sont mis à la disposition du Département de l'Instruction Publique⁴⁸.

Les collections. — Les crédits annuels qui furent pendant longtemps assez modestes n'auraient pas suffi pour acquérir les objets qui forment actuellement l'ensemble des collections du musée de Valère, si l'Etat n'avait consenti à des achats extraordinaires, parfois subventionnés par la Confédération, et si des particuliers et des corporations d'un caractère public n'avaient contribué à leur accroissement par des dons, par des legs et surtout par des dépôts. Il convient d'en citer les principaux⁴⁹.

1883 Découverte, lors des fouilles, des grands bronzes romains de Martigny.

1884 Don, par la paroisse de Saxon, de 3 statues de bois provenant de l'ancienne église du château de Saxon.

⁴³ *Prot. G. C.*, novembre 1890, p. 23.

⁴⁴ *R. G., Instr. Publ.*, 1910, pp. 27—28.

⁴⁵ *Prot. C. E.*, 19. I. 1915.

⁴⁶ *Prot. C. E.*, 26. XII. 1919.

⁴⁷ *Ibid.*, 11. VI. 1926.

⁴⁸ *Ibid.*, 10. II. 1928.

⁴⁹ Un premier *catalogue du musée archéologique cantonal de Sion* a été publié en 1900 (Sion, Impr. F. Aymon, 47 p.) L'inventaire manuscrit a été tenu jusqu'à la suppression du poste de conservateur en 1935 d'une façon très approximative. Un contrôle opéré en 1936 a révélé plus d'un millier d'objets ne figurant pas à l'inventaire. Celui-ci a été mis à jour en 1944. Outre cet inventaire, nous avons utilisé les *Rapports de gestion* du Conseil d'Etat qui signalent les principales acquisitions, et les *Protocoles* des séances du Conseil d'Etat. Nous nous bornons à donner une énumération sommaire des collections ; une description plus complète sera faite pour la publication d'un catalogue, avec la bibliographie des objets.

- 1888 Don, par la paroisse de Vex, de 4 statues en bois provenant de l'ancienne église de Vex.
Achat de deux panneaux de bois représentant le martyre de Sainte Catherine, provenant de la vallée de Conches.
- 1890 Don, par Ernest Griolet, de Genève, d'une collection de monnaies suisses et étrangères et d'une collection d'objets antiques.
- 1891 Importants dépôts par le Vénérable Chapitre de Sion. Dans le *Message* déjà cité qui accompagne la Convention de l'Etat avec le Chapitre, il est stipulé (p. 21) que ce dernier «met encore à la disposition de l'Etat pour faire partie de sa collection archéologique, les objets d'art dont il est propriétaire».
Ce sont entre autres : des écus aux armes de Valère, de nombreuses armes et casques, un reliquaire gothique (le martyre de S. Maurice), des vitraux, les grands coffres romans, la pyxide et la boîte de médecin en ivoire, et l'écu de Rarogne.
- 1896 Legs par Charles Fama, député à Saxon, de son médailler.
- 1905 Don de monnaies par Camille Rappaz, buraliste postal à Monthey.
- 1906 Achat d'un lot important d'objets préhistoriques de «Heidenegg», commune de Zeneggen.
- 1910 Don de l'Usine de Chippis de monnaies d'or et d'argent provenant de la découverte faite le 27 avril 1908 au Bois de Finges.
- 1912 Achat de la vieille cloche (XVe S.) de Bourg-St-Pierre. Achat de boiseries (XVIIe S.) de la maison de Quartéry à St-Maurice.
- 1915 Achat d'un ostensor et d'une croix processionnelle (XVIe S.), provenant de l'ancienne église d'Orsières.
- 1922 Achat d'objets romains trouvés à Kippel, dans le Lœtschental.
1923. Dépôt des tissus anciens de Sion.
- 1924 Achat d'un lot d'objets préhistoriques découverts à Châteauneuf, à la Crête de Maladaire.
- 1926 Achat d'un rochet en dentelles ayant appartenu au Chanoine P. A. Grenat, fondateur du musée.
- 1927 Achat de la cheminée gothique (1532) de l'ancien manoir de Werra, à Loèche.
- 1931 Achat d'une collection de drapeaux valaisans du XVIIe et du XVIIIe S. cédée par le musée de Bâle.
- 1934 Don, par M. le Préfet Gollut, à Massongex, d'un *labrum* romain.
- 1935 Legs de Montheys. Mlle Marie de Montheys lègue au Musée de Valère fr. 15,000.—, deux anciens coffres sculptés qui s'y trouvent déjà, exprimant le désir que ces deux meubles soient déposés dans une salle dite «de Montheys».

L'énumération de ces acquisitions extraordinaires ne donne pas un aspect complet du musée. Celui-ci en effet contient actuellement un ensemble unique d'objets de provenance valaisanne. Les collections historiques groupent de nombreux vitraux, étains, armes, meubles, costumes et uniformes, portraits et gravures, objets et meubles religieux ; les collections archéologiques sont suffisamment riches pour donner un tableau du Valais à l'époque préhistorique et romaine ; les collections folkloriques, malheureusement moins riches, ne manquent pas d'intérêt ; quant aux numismatiques, encore à revoir, elles contiennent près de 10,000 pièces de monnaies.

Il est vrai que le musée de Valère a laissé échapper de toutes belles pièces ; mais ayant été assez souvent en compétition, pour un

achat, avec le Musée National à Zurich, Valère a dû céder le pas à cet institut qui dispose de moyens financiers infiniment plus grands. Il suffit de rappeler le cas des 7 statues de Rarogne, qui sont actuellement au Musée National⁵⁰. Toutefois, étant donné la modicité des moyens mis à sa disposition, il faut reconnaître que le musée de Valère a pu réunir de beaux ensembles.

Locaux. — D'abord installé dans une salle de la Tour des Sorciers à Sion, le musée fut transféré à Valère en 1883. Le Chapitre avait accepté avec empressement de mettre à disposition de la commission archéologique la salle des *Chevaliers*, ou mieux des *Calendes*. «Ce local très vaste outre qu'il se prête parfaitement à cette destination par son cachet antique et sa décoration intérieure⁵¹, avait encore l'avantage de placer le musée au château de Valère qui est lui-même le monument le plus intéressant que nous possédions». Il fallut auparavant procéder à quelques réparations de la toiture et installer un plancher⁵², frais dont l'Etat se chargea⁵³.

Sept ans plus tard, le local commence à devenir insuffisant. «Quoique les achats soient lents et faits avec prudence, la variété des objets augmente cependant, et ne tardera pas à exiger une nouvelle classification qui demandera plus d'espace». De nouvelles vitrines sont nécessaires, pour lesquelles la place fait défaut, en particulier pour le médailler, car l'on songe sérieusement à exposer toutes les pièces qui sont déjà relativement abondantes⁵⁴.

La donation E. Griollet (1890) rend encore plus aiguë cette situation, surtout pour le médailler. De nombreux objets ne sont pas exposés ; il est inutile de le faire, parce que l'espace ne suffisant pas, il faudra procéder tôt ou tard à une nouvelle classification⁵⁵.

La *Convention* du 24 mai 1891 avec le Chapitre, autorisait l'Etat «à occuper dans les édifices de Valère les locaux qui lui sont nécessaires pour les collections du musée archéologique», sauf les archives et la maison du concierge. Elle ajoutait : «Tous les tableaux triptyques et objets d'art anciens, ornant actuellement l'intérieur de l'église, y seront conservés»⁵⁶.

Ainsi par cette convention, l'église proprement dite de Valère devient en quelque sorte un nouveau local du musée, à condition qu'on y laisse tels quels les objets qui y sont déjà exposés. Cette extension du rayon du musée ne résout toutefois pas le problème de la place.

⁵⁰ Prot. C. E. 23 sept. 1924.

⁵¹ La fresque des neuf preux, du XVe s., représentant Hector, Alexandre, César, Josué, David, Judas Macchabée, Arthur, Charlemagne et Godefroy de Bouillon.

⁵² R. G., Instr. Publique, 1882, p. 34.

⁵³ Prot., E. C., 26. VII. 1882.

⁵⁴ R. G., Instr. Publique, 1889, p. 72.

⁵⁵ Ibid., 1890, pp. 30—31.

⁵⁶ Recueil des lois... Tome XVI, 1895, pp. 333—334.

Il n'est pas question d'utiliser l'église comme un lieu d'exposition pour les collections ; c'est pourquoi la commission se décide à détacher le médailler du musée archéologique et à le transporter, en 1893, dans une des salles du nouveau collège⁵⁷.

Le transfert du médailler n'est encore d'ailleurs qu'un remède inefficace ; le manque de place contraint la commission à laisser de nombreux objets en dépôt à l'arsenal⁵⁸. La salle des chevaliers ne suffit plus à contenir « nos richesses »⁵⁹. Cependant en février 1896, le Conseil d'Etat avait chargé une commission composée des chefs des Départements de l'Instruction Publique (Léon Rothen) et des Travaux Publics (Maurice de la Pierre) et des membres de la commission du musée archéologique, d'étudier la question du transfert de ce musée de Valère dans un autre local⁶⁰. Sur le rapport de la commission, le Conseil d'Etat décida de charger M. l'architecte Joseph de Kalbermatten de dresser les plans et le devis pour l'agrandissement du local du musée⁶¹. Mais, comme en ce même moment se poursuivent les travaux de restauration de l'église, dont l'Etat s'est chargé avec l'aide de la Confédération, il n'est pas étonnant qu'il faille attendre la fin de cette première étape pour voir ouvrir une nouvelle salle. Cependant, on a transporté à Valère un certain nombre de débris architecturaux, fûts de colonne, chapiteaux, etc., provenant en grande partie de Martigny, et qu'on a installé à l'intérieur de l'enceinte, en bordure du chemin⁶².

En 1904, le musée peut enfin se développer. La *Salle des Gardes*, entièrement restaurée et ornée de vitraux aux armes des treize districts a été mise à disposition du musée dans le courant de l'été. On a profité de la présence du Grand Conseil à Sion, pour l'inaugurer en octobre. Cette salle plus vaste et mieux éclairée que celle des *Calendes* a « permis d'aérer un peu les collections, quoique elle ait été garnie presque entièrement avec le trop plein de l'autre salle et quelques objets qui n'attendaient que de la place pour être exposés »⁶³.

La salle du collège, où se trouvait provisoirement le médailler ayant été affectée à l'Ecole Normale, on a logé le médailler en 1909 dans une salle des Archives cantonales au sous-sol du collège, espérant le transférer à la fin de l'année à Valère. Mais Valère n'offre pour l'instant ni un local suffisamment vaste et éclairé, ni assez de garanties contre le vol. Le transfert est remis à plus tard⁶⁴.

⁵⁷ R. G., Instr. Publ., 1893, pp. 42—43.

⁵⁸ *Ibid.*, 1894, p. 61.

⁵⁹ *Ibid.*, 1897, p. 15.

⁶⁰ Prot. C. E., 19. II. 1899, 2me séance.

⁶¹ *Ibid.*, 24. II. 1899.

⁶² R. G., Instr. Publ., 1903, p. 75.

⁶³ *Ibid.*, 1904, pp. 39—40.

⁶⁴ *Ibid.*, 1909, pp. 19—20.

La réorganisation des collections entreprise en 1909 fait déjà ressortir le manque de place ; il faut encore une fois prévoir de nouveaux locaux pour y installer le trop-plein des salles actuelles⁶⁵. Dans ce but, en poursuivant la restauration des bâtiments, on a prévu et effectué la reconstitution d'une ou deux salles soit dans la maison du *Doyen*, soit dans le bâtiment dit des *Communs*⁶⁶.

Avant de proposer au Conseil fédéral, l'octroi de nouvelles subventions pour la restauration des bâtiments de Valère, le Département fédéral de l'Intérieur avait, entre temps, exigé certaines garanties pour que l'aspect du monument et de ses abords ne fût en aucune façon compromis. De là, une convention passée le 14 février 1912 entre l'État et le Chapitre qui s'engage en principe à n'élever aucune espèce de construction sur les rochers et les terrains avoisinant le château et qui seraient de nature à déparer le site⁶⁷.

Pendant les travaux de la seconde étape de la restauration, qui comprend donc les bâtiments, la commission émet le vœu que l'on entreprenne sans trop tarder l'aménagement de certaines salles des *Communs* qui recevraient l'une les boiseries de la maison de Quartéry, l'autre la collection de monnaies⁶⁸.

En attendant de pouvoir installer le médailler à Valère, on continue à le promener en ville de Sion : « la Commission des monuments historiques a estimé qu'il était de la plus élémentaire prudence que le médailler, jusqu'ici l'hôte encombrant du sous-sol des Archives, au collège, fût enfermé dans un coffre-fort et restât dans la salle de la *Tour des Sorciers* aussi longtemps qu'un local plus convenable et accessible aux numismates, ne lui aurait pas été assigné »⁶⁹.

Toutefois, il faut encore apporter des améliorations à la salle des *Calendes* : refaire la poutraison, réparer la salle elle-même et consolider la fresque. L'aménagement de nouveaux locaux permettra de mettre plus d'ordre et de méthode, et d'éviter l'encombrement des premiers jours. Et pour commencer l'on transporte encore une fois le médailler à Valère, dans la salle des *Gardes*⁷⁰. La restauration du bâtiment des *Calendes* étant achevée, ce sont, outre la grande salle des fresques, quatre chambres boisées et deux cuisines qui sont disponibles ; par un escalier récemment ouvert, on peut communiquer avec l'étage inférieur qui précède immédiatement la salle des *Calendes*⁷¹. L'on aménage ensuite la maison du *Doyen* qui est attenante à celle des *Calendes* ; ainsi l'on a une série de locaux qui communiquent les uns avec les autres ; on put de la sorte établir un circuit continu qui

⁶⁵ *Ibid.*, 1910, p. 20.

⁶⁶ *Ibid.*, 1911, p. 16.

⁶⁷ *Prot. C. E.*, 27. II. 1912, et *R. G.*, Instr. Publ., 1913, pp. 22—23.

⁶⁸ *R. G.*, Instr. Publ., 1914, p. 31.

⁶⁹ *Ibid.*, 1915, p. 28.

⁷⁰ *Ibid.*, 1917, pp. 23—25.

⁷¹ *Ibid.*, 1918, pp. 25—26.

facilite la visite du musée⁷², en partant d'une nouvelle entrée principale percée dans la maison des *Calendes* et donnant sur la plate-forme. Cette entrée emprunte un certain cachet à son escalier copié sur celui de l'église⁷³.

Ajoutons enfin que le téléphone a été installé à Valère en 1898, l'eau et l'électricité en 1917⁷⁴.

Administration. — La commission nommée le 28 décembre 1881 par le Conseil d'Etat se constitua donc sous la présidence du chanoine P.-A. Grenat. Celui-ci fut en même temps directeur du musée, et Charles de Preux, secrétaire de la commission.

Sous l'impulsion de Grenat, la commission, après avoir trouvé un local, «s'est occupée des moyens d'empêcher autant que possible la vente des antiquités qui se trouvent encore dans notre pays et de les réunir dans ce musée». Les ressources étant modestes, et ne pouvant tout acheter, elle provoqua des dons et sollicita des dépôts, en faisant des démarches auprès des différentes communes, corporations et familles. Pour être au courant des découvertes dans les diverses parties du canton, elle désigna dans chaque district un représentant qui avait pour mission de l'informer de ce qui pourrait l'intéresser. Elle entreprit, ou reprit, des fouilles, dans le but surtout de découvrir des objets pour meubler le musée⁷⁵.

Estimant qu'il était prématuré en 1885 de donner suite à l'invitation du Grand Conseil de faire imprimer un catalogue des objets déposés, la commission tient à jour un registre d'entrée «dans lequel sont inscrits au fur et à mesure tous les objets, avec indication de leur provenance»⁷⁶. Elle continue à recueillir, en attendant, les antiquités «dont l'acquisition est compatible avec le crédit alloué», quoique «l'intention de conserver au pays des objets d'art ne s'est éveillée qu'au moment où ces trésors étaient déjà en grande partie acquis par l'étranger et pour la plupart, à des prix dérisoires». Quand les fouilles, ou les achats lui laissent quelque répit au point de vue financier, la commission s'empresse de pourvoir à un meilleur aménagement du musée⁷⁷. Le développement de celui-ci serait plus accentué, si des citoyens ne se hâtaient «de vendre à l'étranger, sans d'abord s'adresser à la direction du musée cantonal, des objets dont la conservation serait historiquement précieuse à notre patrie». D'autre part, beaucoup de personnes ne voient encore dans le musée qu'un objet de curiosité, et Grenat explique que ce point de vue est faux : «Il ne s'agit pas, écrit-il, de faire de l'ostentation ou un amusement, mais bien de réunir

⁷² *Ibid.*, 1919, p. 27, 1920, p. 35, 1921, p. 35.

⁷³ *Ibid.*, 1919, p. 27.

⁷⁴ *Prot. C. E.*, aux dates citées.

⁷⁵ *R. G.*, Instr. Publ., 1882, pp. 34—36. — cf. plus haut p. 93

⁷⁶ *R. G.*, Instr. Publ., 1885, pp. 12—13.

⁷⁷ *R. G.*, Instr. Publ., 1886, pp. 73—74

les éléments épars et encore ensevelis d'une grande partie de notre histoire cantonale.

« Nous ne pouvons trop insister, poursuit Grenat, sur le principe que l'archéologie et l'organisation et la conservation des archives communales et autres, sont les deux sources premières et sûres de notre histoire si nous voulons enfin la posséder un jour⁷⁸. Et Grenat rédige soigneusement les rapports sur l'activité de la commission, expliquant le but qu'elle se propose⁷⁹, décrivant les objets acquis, les fouilles qui ont été faites durant l'année⁸⁰. Chaque donation est l'objet d'une mention spéciale et circonstanciée⁸¹.

En 1891, Grenat renonce à la présidence pour raison de santé, mais consent à vouer son activité particulièrement à la partie numismatique. Ritz, tout désigné pour remplacer Grenat à la présidence, décline également cet honneur pour raison de santé. Et c'est Ch. de Preux, secrétaire de la commission qui en fait lui succède. Ces circonstances retardent la réalisation d'un vœu émis par le Conseil d'Etat en 1890 de faire assurer le musée⁸². Presque chaque année, le rapport manifeste la peine que la commission a de se faire entendre auprès du public : « Nous sommes arrivés bien tard, car si l'on avait commencé cette collection cinquante ans plus tôt, nous posséderions un des musées les plus intéressants de la Suisse⁸³. La modicité des crédits oblige la commission à faire de curieux raisonnements, pour aller au plus pressant : « Partant du principe que les antiquités enfouies en terre sont mieux à l'abri des accapareurs, nous avons cru devoir nous borner, cette année, à l'acquisition d'objets que l'on trouvait encore chez des particuliers⁸⁴.

En 1893, le musée compte déjà plus de 700 objets, non compris le médailler. Les objets ont été taxés, ainsi que le médailler⁸⁵.

L'arrêté du 17 juin 1896 concernant le musée archéologique et numismatique, nous l'avons déjà souligné, ne fait que sanctionner un état de fait. Il codifie les obligations et les attributions de la commission et du Directeur⁸⁶ qui existaient jusqu'alors.

Il ajoute que le Directeur surveille le gardien du musée, nommé par le Conseil d'Etat. (Art. 7 d). En effet, dès le mois de mai 1887, le Conseil d'Etat avait nommé Alexandre Wenger concierge du musée archéologique⁸⁷. Le Conseil d'Etat fixe les jours d'ouverture du Musée :

⁷⁸ *Ibid.*, 1887, p. 93—96.

⁷⁹ « Le but essentiel est de recueillir tout ce qui peut avoir rapport à notre histoire nationale ». (*ibid.*, 1888, p. 76. *ibid.*, 1892, p. 47.)

⁸⁰ Cf. par ex. *ibid.* 1888, p. 76, 1889, p. 71.

⁸¹ *Ibid.*, *passim*.

⁸² *Ibid.*, 1891, pp. 65—67.

⁸³ *Ibid.*, 1892, p. 48.

⁸⁴ *Ibid.*, 1892, p. 49.

⁸⁵ *Ibid.*, 1893, p. 42.

⁸⁶ *Recueil des lois...* T. XVII, pp. 151—155.

⁸⁷ *Prot. C. E.*, date cit.

ce sera le premier jeudi de chaque mois de 2 h. à 5 h. du soir⁸⁸. Avec l'entrée en vigueur du nouvel arrêté, le Conseil d'Etat nomme la commission ; c'est à cette occasion que Joseph Morand est désigné comme secrétaire⁸⁹.

La commission toujours soucieuse d'augmenter les collections du musée («Pourquoi faut-il qu'en dépit de nos avertissements, il se trouve toujours un certain nombre de personnes disposées à frustrer le pays de leurs trouvailles?»), adresse une circulaire, du 15 mars 1899, aux administrations communales et au personnel enseignant⁹⁰.

Le *catalogue* du musée est enfin sorti de presse. Il comprend 1095 numéros, dont beaucoup renferment des séries d'objets.

En 1901, le chanoine Grenat, créateur du musée, qui portait alors le titre de conservateur du Médailler, se retire, âgé de près de 80 ans, après avoir travaillé vingt ans avec la commission archéologique. Il fut remplacé par Charles de Rivaz⁹¹.

La circulaire envoyée en 1899 ne paraît pas avoir eu beaucoup d'écho : «Quelques personnes ont entendu notre appel, écrit le directeur de Preux, d'autres, par contre, et c'est le plus grand nombre, continuent à se défaire, souvent à vil prix, d'objets qui auraient une grande valeur pour notre histoire nationale»⁹².

⁸⁸ Prot. C. E., 14 juillet 1896.

⁸⁹ Prot. C. E., 17 avril 1896.

⁹⁰ Malgré la nouvelle loi sur les monuments historiques de 1907, cette circulaire est toujours actuelle, et il n'est pas inutile de la reproduire :

«Vous n'êtes pas sans savoir que les découvertes archéologiques sont relativement fréquentes dans notre canton, dont le sol recèle tant de précieux vestiges de l'époque romaine et dont les collines conservent de si nombreux souvenirs du moyen âge.

«A l'exemple de la France, de l'Italie et voire du canton de Vaud, le Valais, malheureusement, ne possède pas de loi qui protège les reliques du passé contre le vandalisme et le mercantilisme, l'ignorance des uns et la cupidité des autres.

«C'est ainsi que, dès que, sur un point de notre territoire, une trouvaille a été faite et avant qu'un rapport quelconque ait été adressé à l'Etat, on s'empresse de se défaire, à vil prix bien souvent, d'objets pouvant présenter un prix inestimable pour notre histoire nationale.

«C'est en vue de remédier, dans la mesure du possible, à ce déplorable état de choses, que nous venons instamment vous prier de vouloir bien, *au premier bruit d'une découverte archéologique dans votre commune*, en aviser le plus promptement possible, même par dépêche télégraphique, le Département de l'Instruction Publique. Avant que les lieux aient été bouleversés — ce qu'il importe surtout d'empêcher — nous nous empresserons d'y déléguer un membre de la commission archéologique.

«Cette dernière mesure nous paraît commandée, non seulement par l'intérêt du pays et de votre localité, mais encore par celui des propriétaires, que d'audacieux brocanteurs ne parviendront plus facilement à induire en erreur». (R. G., Instr. Publ., 1899, pp. 21—23).

⁹¹ R. G., Instr. Publ., 1901, p. 20.

⁹² *Ibid.*, 1903, p. 74.

En 1905, à son tour, Charles de Preux, «le dévoué et compétent directeur du musée archéologique», est enlevé par la mort. «Le développement réjouissant qu'a pris ces dernières années le musée de Valère, est dû pour la plus grande partie au zèle infatigable et au goût sûr et artistique, qui distinguèrent à un si rare degré le regretté défunt»⁹³.

Joseph de Kalbermatten, architecte, à Sion, lui succède. La commission, dès la mise en vigueur de la nouvelle loi sur la conservation des monuments historiques, songe à «élargir sa sphère d'action qui, jusqu'à présent, ne consistait qu'à entourer de soin le musée cantonal. Elle devra désormais vouer son attention à la conservation de nos monuments historiques, à leur restauration... s'occuper des fouilles qui se pratiquent sur notre sol valaisan, s'intéresser plus particulièrement aux découvertes archéologiques...»⁹⁴.

Le 1er janvier 1907, le Conseil d'Etat a institué la nouvelle commission : le chef du Département de l'Instruction Publique, M. Jos. Burgener, est son président de droit ; Jos. de Kalbermatten a été désigné comme vice-président, et Joseph Morand comme secrétaire. La commission a donc la haute surveillance du musée archéologique et du médailler. (Art. 17 du Règlement d'exécution). Les conservateurs de ces deux collections sont choisis par le Conseil d'Etat dans le sein de la commission. (Art. 18). Le Règlement d'exécution détermine leurs attributions et leurs traitements. Il n'apporte guère de modifications à l'arrêté de 1896. Nous avons signalé plus haut la modification essentielle qui est d'ordre juridique (Cf. p. 93). Jos. de Kalbermatten est désigné comme conservateur du musée, et Ch. de Rivaz, du médailler⁹⁵.

La nouvelle commission met à l'étude la question de la réorganisation du musée archéologique, avec une classification plus scientifique et une disposition plus heureuse des objets⁹⁶. L'on a mis en chantier la vérification de l'inventaire, et la nouvelle classification ; de nouvelles vitrines, sur le modèle de celles du musée national, ont été construites, mais n'iront prendre place au musée qu'après l'Exposition cantonale de 1909 où elles seront utilisées⁹⁷. «La réorganisation du musée archéologique, dont sont chargés le conservateur du musée (M. Alphonse de Kalbermatten, qui vient de succéder en 1908 à son père Jos. de Kalbermatten) et le secrétaire de la commission (Jos. Morand), a commencé par la reconnaissance et l'inventaire des objets des époques préhistorique et romaine, et leur transfert dans la salle inférieure (des Gardes) qui leur est spécialement réservée. Les petits objets y sont exposés dans les nouvelles vitrines, tandis que les pièces de grandes dimensions, tels que les bronzes de Martigny, qui couraient

⁹³ R. G., Instr. Publ., 1905, p. 25.

⁹⁴ *Ibid.*, 1905, p. 26.

⁹⁵ R. G., Instr. Publ., 1907, p. 8.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 9.

⁹⁷ *Ibid.*, 1908, pp. 35—36.

le risque de passer presque inaperçus dans le pêle-mêle et l'entassement de la salle des *Calendes*, sont remises, dans un plus vaste cadre, en pleine valeur.

«Il en sera de même pour les objets datant du moyen âge ou des époques suivantes. Moins encombrée, la salle inférieure (des *Calendes*) se prêtera à un aménagement plus heureux, et les précieux bahuts romans, entre autres, déjà placés, en pleine lumière, sur des socles qui les mettent à l'abri de tout heurt, ont beaucoup gagné à ce changement»⁹⁸.

Cette réorganisation comprend en outre la création d'une petite bibliothèque spéciale de travail, le projet de publication d'un catalogue illustré qui, malheureusement, n'a pas encore vu le jour, la vente de photographies et de cartes illustrées, la finance d'entrée et le salaire du concierge⁹⁹.

Ch. de Rivaz continue à dresser le catalogue du médailler — qui attendra jusqu'en 1917 pour réintégrer Valère — et à fin 1911, ayant achevé le travail commencé par Grenat, il est arrivé au No 6179 (à noter que les doublets sont inscrits sous le même numéro)¹⁰⁰.

Dans le cadre de la réorganisation entre également une action de propagande touristique. En effet, pour attirer à Valère, non seulement les artistes et les archéologues, mais aussi un public plus étendu, la commission a fait afficher dans les gares, dans les principaux hôtels et autres endroits fréquentés, les heures d'ouverture du musée que des tableaux signaleront à l'attention des touristes¹⁰¹.

Le *Règlement* spécial pour la police intérieure du château et du musée historique de Valère¹⁰² est entré en vigueur en janvier 1913. Il règle la question de la nomination (par le Conseil d'Etat d'entente avec le Chapitre de Sion) et des obligations du gardien, de l'interdiction de prendre des photographies à l'intérieur des bâtiments, de la fixation des heures d'ouverture des salles et de l'église, et de la finance d'entrée. Le musée est toutefois ouvert gratuitement au public le premier dimanche de chaque mois, les jours de la fête de Ste Catherine (25 novembre) et de la Dédicace de l'Eglise de Valère (13 octobre).

Le Conseil d'Etat a nommé le 31 décembre 1912 un nouveau concierge qui joint aux fonctions de gardien de Valère celles de sacristain de l'Eglise collégiale, pour remplacer feu Alexandre Wenger que «sa figure patriarcale et son extrême urbanité rendaient si sympathique à tous les visiteurs»¹⁰³, en la personne de son fils M. Oscar Wenger, encore actuellement en fonction¹⁰⁴.

⁹⁸ *Ibid.*, 1909, p. 21.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 21.

¹⁰⁰ *Ibid.*, 1911, p. 20.

¹⁰¹ *Ibid.*, 1912, p. 22.

¹⁰² *Recueil des lois...* T. XXIV, Sion, 1916, pp. 244—247.

¹⁰³ *R. G.*, 1913, p. 23.

¹⁰⁴ *Prot. C. E.*, 24 et 31 décembre 1912.

En 1914, meurt Charles de Rivaz, conservateur du médailler, qui grâce à un labeur méthodique et persévérant, a presque terminé le catalogue de la collection numismatique¹⁰⁵. C'est le Dr Bovet à Monthey, qui se chargea de compléter l'inventaire du médailler, commencé par Grenat, revu et continué par Ch. de Rivaz¹⁰⁶.

La réorganisation marche de pair avec l'aménagement de nouvelles salles, qui dépend du plan général et de l'avancement des travaux de restauration des bâtiments de Valère¹⁰⁷. L'installation de la salle des Gardes, réservée aux antiquités préhistoriques et romaines est à peu près terminée ; on peut y admirer, sur leurs beaux socles de chêne, les fameux bronzes de Martigny. Jos. Morand, récemment nommé archéologue cantonal et conservateur du musée (26 décembre 1917) et du médailler cantonal, a chargé M. Tauxe, conservateur-adjoint du musée archéologique de Lausanne, de l'aider dans ce travail. J. Morand refait un nouvel inventaire et se propose de publier un catalogue raisonné de nos collections, avec petit historique de Valère¹⁰⁸. Il a également chargé M. Erné, ébéniste à Sion, de réviser les meubles du musée¹⁰⁹.

Il projette d'installer dans une des salles un plan général de la colline de Valère, avec une notice explicative « contenant les principales données historiques relatives à l'église et au château, les dates essentielles de la construction et des restaurations »¹¹⁰.

La réouverture de la salle du moyen âge (des *Calendes*) au commencement de l'été 1919, est « une révélation pour le public »¹¹¹. C'est là que sont réunies la plupart des collections historiques. Dans la salle des *Gardes*, se poursuit l'installation des collections archéologiques, mais il s'agit d'abord de procéder au moins à un nettoyage sommaire des objets, ce qui prend beaucoup de temps. Ce travail est enfin terminé en 1927¹¹². La provenance exclusivement valaisanne de ces objets en augmente la valeur. Et Jos. Morand se propose de réunir avec le temps, « une collection de moulages et de fac-similés des bronzes les plus remarquables découverts en Valais, mais devenus propriétés des autres musées suisses »¹¹³.

Malgré toute la peine que se donnent Jos. Morand et la commission, le musée n'a pas encore conquis la sympathie du public. Il semble que l'on n'ait pas pu créer autour de lui un « climat » favorable. Après cinquante ans, il est malheureux de trouver encore en 1929 sous la

¹⁰⁵ *Ibid.*, 1914, p. 34.

¹⁰⁶ *Ibid.*, 1915, p. 28.

¹⁰⁷ *Ibid.*, 1916, p. 28.

¹⁰⁸ *Ibid.*, 1917, p. 24.

¹⁰⁹ *Ibid.*, 1918, p. 28.

¹¹⁰ *Ibid.*, 1919, pp. 27—28.

¹¹¹ *Ibid.*, 1919, p. 30.

¹¹² *Ibid.*, 1927, p. 33.

¹¹³ *Ibid.*, 1928, p. 30.

plume du conservateur ces lignes : « Le musée historique cantonal n'a pas eu occasion, durant cette année, de faire des acquisitions qui méritent d'être signalées. C'est généralement au musée national de Zurich que, dans l'espoir d'un gain plus élevé, s'adressent les personnes qui possèdent des objets ou des monnaies auxquels elles attribuent de la valeur. *Bien rares sont celles qui se souviennent qu'il existe un musée et un médailler dans leur propre canton* »¹¹⁴.

Mais voici qu'en octobre 1932 meurt Jos. Morand. Nous reviendrons plus loin sur cet homme dévoué et désintéressé. Ce fut Pierre Courthion, qui lui succéda en automne 1933. Pierre Courthion, à peine âgé de trente ans, était alors Directeur de la Cité universitaire suisse à Paris, et un critique d'art connu. Il semble que l'on devait pouvoir escompter dès lors le départ d'une nouvelle étape dans le développement du musée de Valère, car Courthion ne manque ni de feu ni d'enthousiasme. Malheureusement l'on n'engagea Courthion, ou celui-ci n'accepta le poste, que partiellement. En effet, sans abandonner Paris ni la direction de la Cité universitaire, Courthion ne consacra que deux mois par an au musée de Valère et à la commission des monuments historiques. Courthion pourtant collabora activement avec la commission, et rajeunit l'installation des collections archéologiques. Il n'est pas étonnant toutefois que ce poste, qui pouvait paraître si accessoire, fût emporté dans la vague d'économies qui sévit en 1935.

Les Conservateurs du Musée de Valère :

- 1881—1891 Chanoine P.-A. Grenat.
- 1891—1905 Charles de Preux.
- 1905—1906 M. Henri de Preux (provisoirement).
- 1906—1908 Joseph de Kalbermatten.
- 1908—1917 M. Alphonse de Kalbermatten.
- 1917—1932 Joseph Morand.
- 1933—1935 M. Pierre Courthion.

¹¹⁴ *Ibid.*, 1929, p. 26.

III

Hommage à Joseph Morand

Certes, il conviendrait aussi de faire l'éloge du Chanoine Grenat qui a créé et « lancé » le musée de Valère, de retracer l'œuvre de Charles de Preux qui lui a succédé comme directeur, et de dire ce que fut la collaboration de M. Alphonse de Kalbermatten. Mais, à l'égard de nul autre, on a été aussi profondément injuste qu'envers Joseph Morand. Souvent nous avons entendu prononcer contre son œuvre des jugements sévères, et sans appel.

Si on l'a accusé d'inertie, de manque d'ordre, c'est que l'on a ignoré dans quelles conditions Morand a travaillé. S'il n'a pas pu réaliser tous les projets qu'il avait formés, ce n'est pas toujours de sa faute. Morand avait des vues intelligentes ; il a dénoncé les insuffisances de notre législation et de notre organisation ; il a proposé des remèdes efficaces qui n'ont été en partie adoptés que vingt ans après son entrée en fonction. Enfin, au cours de sa longue carrière, il n'a pas toujours rencontré les encouragements et les appuis nécessaires.

Personnellement nous avons à peine connu Joseph Morand. C'était à la fin de sa vie, et ce seul souvenir est déjà le souvenir d'un sort injuste.

Nous revoyons encore, comme si c'était hier, la fine silhouette de « Josen » Morand, notre professeur d'histoire de l'art au collège de St-Maurice. Chaque semaine — ou tous les quinze jours — un soir à 17 h. 30, quand la nuit tombait déjà, on le rencontrait, se promenant, silencieux, devant l'entrée de l'« étude » du Lycée. Dans la salle, l'écran pour les projections était en place. Ce soir là, les « Physiciens » avaient déjà, sous des prétextes divers, gagné subrepticement leurs chambres ; et nous, les « Philosophes », nous n'osions guère échapper à la leçon. Celle-ci, nous la passions, il est vrai, à mémoriser le vocabulaire qu'en prévision de la version grecque sans dictionnaire de la maturité, M. Tonoli nous distribuait à hautes doses. Pendant les projections, nous accordions du moins quelque attention aux images que nous présentait J. Morand.

Il nous faut bien avouer, hélas, que nous n'avons rien retenu de ces leçons d'histoire de l'art. A vrai dire, ni J. Morand qui se donnait beaucoup de peine et que notre indifférence consternait, ni nous-mêmes, les élèves, n'en étions entièrement responsables. En effet, par quel manque de psychologie ou quelle indifférence envers J. Morand ou la discipline qu'il enseignait, le cours avait-il été placé durant nos heures d'étude ? Or, en classe de philosophie ou de physique, la besogne ne manquait pas, et il n'est pas étonnant dès lors que J. Morand ait trouvé devant lui un auditoire aussi peu réceptif que possible, et hargneux comme savent l'être des jeunes gens con-

trariés dans leur travail quotidien par un cours que, par une singulière contradiction, on rendait obligatoire en même temps qu'on le présentait comme très accessoire. Il aurait sans doute fallu peu de chose pour créer une atmosphère de sympathie et de confiance, qui aurait situé les leçons de Jos. Morand en bonne place parmi les disciplines aussi agréables qu'utiles.

Ajoutez encore que J. Morand commettait parfois l'imprudence de nous exhiber, à la suite d'une reproduction de Raphaël ou de Michel-Ange, une horrible «croûte» de l'un ou l'autre peintre contemporain qui résumait pour lui l'art moderne. Il n'en fallait pas plus pour déclencher dans la classe un «chahut» bien orchestré qui nous déliait de notre contrainte.

L'année scolaire suivante, il ne put recommencer ses cours. Et en octobre 1932, on apprenait sa mort à Genève. A ce moment-là de nombreux amis retracèrent sa carrière dans divers articles¹¹⁵. Ils décriront avec beaucoup de sympathie le fin lettré, le peintre délicat, le journaliste, le conférencier, l'animateur de la Société d'histoire du Valais Romand. Mais ils insistèrent trop peu sur le rôle de Morand au sein de la Commission des monuments historiques, comme secrétaire, et sur son rôle en qualité de conservateur du Musée de Valère et d'archéologue cantonal. C'est au cours de cette étude que nous l'avons découvert, et nous nous en voudrions de ne pas lui rendre hommage.

Joseph Morand était né en 1865 ; après son gymnase à St-Maurice et des études de peinture à Munich, il avait ouvert un atelier en sa ville natale, vers 1890. Comment fut-il amené à s'intéresser aux questions archéologiques ? Est-ce par son père le major Valentin Morand qui fut surveillant des fouilles de Martigny lors de leur reprise en 1895 ? On ne sait. Quoi qu'il en soit, en 1896 (et non en 1906 comme l'ont écrit tous ses amis) Jos. Morand est nommé membre de la commission archéologique, où il prend immédiatement fonction de secrétaire. Il le sera trente-six ans, jusqu'à sa mort.

Tout de suite, Morand participe activement aux travaux entrepris par la commission ; il surveille en particulier les fouilles de Martigny dirigées par A. Naef, dont il deviendra le collaborateur précieux. Il se rend rapidement compte, à la pratique, que l'arrêté de 1896 instituant la commission archéologique est nettement insuffisant : le rôle de la commission est infiniment plus vaste que celui de gardienne d'un musée. Morand, dès 1897 correspondant régulier du *Messenger du Valais*, entreprend alors une campagne de presse pour qu'on élargisse le champ d'action de la commission. Il est l'auteur, entre autres, de

¹¹⁵ Cf. J.-B. Bertrand, dans *Annales Valaisannes* 1re série, T. VI (1929—1932), pp. 132—140. — Ch. Haegler, dans le *Nouvelliste Valaisan*, 25 octobre 1932. — André Closuit, dans *Le Confédéré*, 26 octobre 1932. — Laurent Rey, dans *Echos de St-Maurice*, T. XXXII, 1933, pp. 8—10. — J.-E. Tamini, dans *Almanach du Valais*, 1934, pp. 41—42. — Cf. aussi le bref hommage officiel dans *R. G., Instr. Publique*, 1932, p. 3.

l'article du *Messenger* du 2 janvier 1898 qui met clairement en évidence les insuffisances de l'arrêté de 1896, article sur lequel le Conseil d'Etat s'appuya pour rédiger son message au Grand Conseil justifiant le projet de la loi de 1906.

Actif et d'une grande vivacité d'esprit J. Morand qui, lui, prenait son rôle au sérieux, s'irritait facilement de sentir des résistances et disait carrément ce qu'il pensait¹¹⁶.

Il désespère même d'arriver à une solution convenable. Depuis 2 ans qu'il consacre à peu près tout son temps au travail de la commission, il n'a reçu qu'une contribution minime (les 5 membres de la commission ne reçoivent en 1898, tous ensemble, que fr. 400.— !) «Il est vrai, ajoute-t-il, qu'on ne m'a pas épargné les éloges et les compliments et j'espérais qu'enfin tout cela se traduirait par une monnaie plus courante, mais je n'ai pas tardé à revenir de mon erreur». Enfin, il annonce que prochainement il priera le chef du Département de le relever de ses fonctions.

Il est vrai que durant les 20 premières années d'existence de la commission, on a de la peine à saisir quelle fut son œuvre commune. L'on connaît seulement la part de Grenat, puis celle de Charles de Preux. La commission n'est pas un organisme ; elle ne tient pas de séances, du moins pour établir un plan de travail. Morand désirerait remédier à cet état de choses : «La commission cantonale ne doit plus demeurer une réunion idéale de savants qui ne se connaissent même pas !» (Lettre du 13 janvier 1899, au chef du Département).

Il prêche dans le désert. Mais il revient à la charge. Lisons la lettre qu'il écrit encore le 24 septembre 1905 au chef du Département pour accuser réception de sa nomination :

«Je suis très flatté de faire partie de cette vénérable commission, écrit-il, dans laquelle je suis entré il y a tantôt dix ans — à la mort de M. Charles Fama —, mais j'avoue que je ne sais pas encore au juste quel est son champ d'activité, ni quelles sont les attributions de ses membres. Je crois bien qu'elle n'existe que de nom.

«J'en suis secrétaire, mais je n'ai pas eu occasion, jusqu'à présent, de prendre ma belle plume pour rédiger le moindre bout de protocole, attendu que nous n'avons jamais eu de réunion ou de séance. Et si ce titre de secrétaire de la commission cantonale d'archéologie du Valais m'a une fois ou l'autre, ouvert les portes d'un

¹¹⁶ Ainsi, dans une lettre au chef du Département de l'Instruction Publique, du 15 août 1898, (Morand a 33 ans à peine) où il le prie, à propos de la Bâtiaz, d'insister auprès du Conseil d'Etat afin que celui-ci s'occupe enfin des monuments historiques, dont le château de la Bâtiaz n'est qu'un détail, Morand conclut : «Je comprends toutes les alarmes du chef du Département des Finances lorsqu'on parle de nouvelles dépenses, mais d'autre part nous connaissons pas mal de fonctionnaires de l'Etat dont la principale — pour ne pas dire l'unique — occupation consiste à démolir ce gouvernement qui les paye avec une magnanimité que j'avoue moins comprendre. Si l'on commençait à faire de l'économie avec ces artistes là !...»

musée ou donné accès auprès de personnages difficilement abordables aux vulgaires mortels, il m'a souvent mis en revanche dans un cruel embarras : c'est lorsque des amis de notre pays, plus soucieux que nous de conserver les témoins de son histoire, me reprochaient notre inertie et notre indifférence à cet égard, et que j'étais forcé de leur répondre que mes fonctions consistaient... à ne rien faire du tout !

« En effet, Monsieur le Conseiller d'Etat, notre commission ne s'intéresse ni à la conservation de nos monuments historiques, ni à leur restauration — souvent malheureuse —, ni aux fouilles qui se pratiquent sur notre sol valaisan sous la surveillance exclusive d'étrangers au canton, ni aux découvertes archéologiques que nous n'apprenons que par les journaux. Il est vrai que par-ci par-là, notre très aimable président nous consulte sur l'opportunité de tel achat pour le musée de Valère, sur la valeur de tel vieux bahut qui a échappé, par miracle, aux recherches des marchands d'antiquités, mais il me semble que, sans être accusés d'un excès de zèle, nous pourrions faire quelque chose de plus.

« J'accepte donc ma nomination, mais je me permets en même temps, Monsieur le Conseiller d'Etat, de vous demander que la commission cantonale d'archéologie s'occupe un peu d'archéologie, et qu'il soit donné à ses membres de rendre à leur canton, si riche en souvenirs du passé, des services qui ne seraient point illusoires — bien au contraire ».

Cette lettre lui était dictée par le même amour intelligent de son pays qui avait déjà dicté son article du *Messager du Valais* de 1898.

Il ne faut pas en conclure que Morand ait été prétentieux, ou particulièrement ambitieux, loin de là. Morand était consciencieux, et il connaissait ses limites. Il en donne une preuve fort sympathique dans la lettre du 1er janvier 1907 par laquelle il accepte de faire partie de la commission instituée par la nouvelle loi de 1906 : « A l'encontre de celle qui l'a précédée, écrit-il, et qui fut archéologique à trop de titres, la nouvelle commission ne tardera pas à donner des preuves de son activité dans le champ d'action qui lui est offert par l'excellente loi sur la matière dont notre canton vient d'être doté.

« Il me manque certainement la plupart des qualités que l'on serait en droit d'exiger d'un archéologue de carrière ; je tâcherai d'y suppléer par beaucoup de conscience et de circonspection. C'est peu, en vérité, mais c'est déjà quelque chose et parfois, cela suffit ».

La loi de 1906 sans doute était excellente ; en tout cas, elle marquait un immense progrès sur l'arrêté de 1896. J. Morand, secrétaire de la commission, grâce à une parfaite collaboration avec M. Alphonse de Kalbermatten, directeur du Musée, put réaliser du bon travail. Mais il n'était pas encore satisfait. Dans l'application, en effet, la loi ne tarda pas à manifester un grave défaut : elle attribuait à un collège de 7 membres des charges qu'il aurait été nécessaire de confier à un seul, compétent et responsable.

Et Morand n'avait pas tardé à attirer l'attention du chef du Département sur cette anomalie, et à lui proposer une réforme dans ce sens¹¹⁷.

Celui-ci soumit les propositions de Morand à Albert Naef, alors président de la Société suisse des monuments historiques, dont le comité correspondait à l'actuelle commission fédérale des monuments historiques qui dépend du Département fédéral de l'Intérieur. Et Naef, dans sa réponse du 4 septembre 1913 (Dossier mon. hist. I, 110), se déclare absolument d'accord avec Morand. La commission des monuments historiques doit être une commission consultative qui fait des propositions au Conseil d'Etat, lequel prend toute décision. Mais pour

¹¹⁷ Cf. la lettre qu'il adressa le 11 juillet 1913 au chef du Département de l'Instruction Publique :

«Permettez-moi de revenir sur l'entretien que nous avons eu hier, et de répondre au reproche qu'on adresse à la commission des monuments historiques de ne pas faire grand'chose, chez nous.

«Ce reproche, qui peut s'adresser d'une façon générale un peu à toutes les commissions, n'est ici mérité que jusqu'à un certain point ; il l'est même très peu, si l'on tient compte des conditions assez précaires dans lesquelles notre activité doit s'exercer.

«Il existe, en effet, dans notre loi sur les monuments historiques une grave lacune que j'aurais signalée au début si j'avais été appelé à donner mon préavis sur la loi, comme cela a été le cas pour le Règlement d'exécution : on a eu le tort de ne pas créer le poste d'*archéologue cantonal*. Cet archéologue cantonal n'est pas seulement de droit le secrétaire de la commission, il en est la *cheville ouvrière*, et ses attributions sont fort bien définies par le Règlement d'exécution de la loi vaudoise sur les monuments historiques :

«Les attributions de l'archéologue cantonal, y lisons-nous, sont les suivantes :

- a) recensement des richesses archéologiques du canton ;
- b) surveillance générale de tous les monuments et objets d'art classés conformément à la loi ;
- c) surveillance des travaux de restauration ou de réparation de ces monuments ou objets d'art ;
- d) inspection et direction générale des fouilles entreprises par la commission des M. H. ;
- e) la rédaction des procès-verbaux des séances de la commission, établissement et classification des archives de cette commission».

Voici d'autre part — dans le même canton — les attributions de la commission :

- a) établir la liste des monuments et objets d'art à classer ;
- b) désigner ceux de ses monuments qu'il convient de restaurer ;
- c) préaviser les projets de restauration de ces monuments ;
- d) donner également son avis sur les fouilles à entreprendre.

«On dira que chez nous, les fonctions d'archéologue cantonal sont dévolues au secrétaire de la commission des M. H., mais si j'ouvre notre Règlement d'exécution, j'y vois, à l'article 3, que le secrétaire

«est spécialement chargé de la correspondance, de la rédaction des procès-verbaux, du rapport annuel, de la tenue du registre des classements et, en général, de toutes les écritures relatives à l'exécution de l'article 2 de la loi.»

et que c'est la commission qui doit, entre autres, «veiller à l'entretien et à la conservation des biens classés».

«Or il est évident que, dans la pratique, cette surveillance exercée par les sept membres de la commission, alors même que l'on désignerait à chacun d'eux sa zone d'activité, est tout-à-fait illusoire, et que le plus sûr moyen de ne rien faire, dans le cas qui nous occupe, est d'avoir recours à trop de personnes à la fois. On complique considérablement la besogne en voulant la simplifier.

renseigner, et pour surveiller l'exécution des décisions prises en vertu de la loi valaisanne, «il n'y a pas de meilleure solution, écrit-il, que de confier cette mission à une personnalité compétente, active, précise, en lui remettant des *pouvoirs officiels* qui se traduiront d'autre part, pour elle par une véritable et très *sérieuse responsabilité*». Notre loi valaisanne «n'aura d'effets *sûrs, effectifs, pratiques*» qu'en réalisant cette idée. «Il n'y a d'autre part, aucun danger quelconque que cette création [du poste d'archéologue cantonal] n'entraîne au delà des possibilités matérielles, de fait ou financières, car, dans chaque cas, la *décision* restera néanmoins toujours entre vos mains ou entre celles du Conseil d'Etat». Et Naef termine en conseillant au chef du Département de tenter un essai.

Il fallut toutefois attendre cinq ans le début de cet essai, quand Morand fut nommé en 1917 archéologue cantonal.

Malgré la bonne volonté de Morand, malgré de notables progrès dans l'exécution des travaux proposés par la commission, le résultat ne fut pourtant pas celui que l'on pouvait attendre : on avait négligé l'essentiel, c'est-à-dire de modifier la loi dans le sens recommandé par Naef et par Morand, ou du moins son *Règlement d'exécution*. De la sorte, l'on n'eut jamais une situation nette.

«J'estime donc que le secrétaire de la commission devrait avoir les mêmes attributions que l'archéologue cantonal vaudois, si l'on veut enfin chez nous aboutir à quelque chose de sérieux, de visible, de palpable, si je puis m'exprimer ainsi, mais alors qu'on lui fasse un traitement en rapport avec la somme de travail et de responsabilité qui l'attend. On ne peut cependant pas exiger de moi que je consacre la plus grande partie de mon temps aux monuments historiques à raison de 500 francs par an, 500 francs dont une bonne moitié — pour ne pas dire les trois quarts — est absorbée par les frais de train, de déplacements, de photographies, etc...

«Je vous parlais, hier, du programme qui s'offre à notre activité ; pensez-vous qu'il y ait beaucoup plus à faire, dans ce même domaine, chez nos voisins de Vaud, de Fribourg ou de Neuchâtel ?

«Et je suis bien disposé à prendre sérieusement, très sérieusement, toutes ces affaires en main, mais je demande à être rétribué — je ne dirai pas aussi grassement que mon collègue de Lausanne qui reçoit un traitement annuel de 5000 francs sans compter une carte de libre-parcours sur les C. F. F. — mais *raisonnablement*. Mes moyens ne me permettent pas d'occuper un poste qui est loin d'être une *sinécure*, en dilettante, et il ne m'est même plus possible de fournir le même travail dans les mêmes conditions, plus longtemps.

«Si vous voulez bien me permettre une comparaison — qui cloche un peu comme toutes les comparaisons — je vous dirai que mon cas offre de l'analogie avec celui de Valère, il y a quelques années. On allouait, à chaque année, un certain montant pour la restauration de son enceinte, et cette somme suffisait à peine à payer la mise sur chantier des travaux, de sorte que lorsqu'on allait passer aux travaux proprement dits, il ne restait plus rien au budget et... la même histoire se reproduisait l'année suivante.

«Avec le système actuel, je puis m'occuper de certaines questions juste assez pour les acheminer vers une solution satisfaisante, puis un beau jour, le crédit affecté à l'inventaire des monuments historiques n'existe plus qu'à l'état de souvenir, et tout est à reprendre l'année d'après. On ne parvient pas à mener quoi que ce soit à bonne fin de cette façon, et pour en revenir à ce que je disais au début de ces lignes : le reproche qu'on nous adresse est mérité, tout en ne l'étant pas». (Dossier Mon. hist. I, 106).

Quoi qu'il en soit, malgré les résistances qu'il rencontrait à chaque pas, malgré ses manques, malgré le sentiment de ses insuffisances, Jos. Morand fut réellement, il faut le reconnaître, la *cheville ouvrière* de la commission des monuments historiques, et, dès 1917, du musée de Valère. Il suffit, pour le constater, de relire les nombreux rapports — des modèles du genre — copieux, étayés de documents photographiques, qu'il rédigea à l'usage de la commission. On y voit avec quel soin il a étudié chaque cas, avec quel souci et quelle conscience il a poursuivi l'exécution et la surveillance des travaux mis en chantier. En examinant de près les notices écrites pour les *Rapports* du Conseil d'Etat sur sa gestion, on constate aussi que Morand avait les idées les plus intelligentes sur l'organisation d'un musée, sur son but, sur son rôle ; s'il n'a pas pu réaliser les beaux projets qu'il avait élaborés, ce n'est ni par incapacité ni par négligence personnelles. Simplement, il n'a pas toujours rencontré la compréhension nécessaire ; de plus, on peut affirmer sans crainte que Morand avait des vues tout à fait modernes sur le musée, et que les réalisations de ses successeurs ne sont en somme que la réinvention des projets que Morand avait jadis formés, mais que, faute des appuis nécessaires, il n'a pu mener à chef.

L'œuvre accomplie en Valais de 1906 à 1932 pour la sauvegarde des monuments d'art et d'histoire est en grande partie son œuvre. Parce que Morand s'est dévoué magnifiquement, qu'il n'a épargné ni son temps ni ses peines, en dépit de la considération qu'on s'est acharné à lui disputer ; parce qu'il a été au sein de la commission un élément stable, qui lui a apporté les qualités essentielles à la réalisation de toute œuvre : la continuité et la persévérance. Pour cela, le Valais doit une immense reconnaissance à ce serviteur fidèle.

IV

La Société des Traditions valaisannes

« Depuis de nombreuses années, le canton du Valais, si riche en souvenirs antiques, en traditions et coutumes originales, voit disparaître au profit des musées étrangers, les richesses qui évoquaient son passé et son histoire.

« Emus de la disparition de ces traces d'une vie ancienne à laquelle doit rester attacher tout cœur valaisan, qui a le culte d'un passé dont il a le droit d'être fier », MM. Alphonse de Kalbermatten, Raphy Dallèves et Ernest Biéler fondaient à Savièse, le 4 octobre 1903, la *Société des Traditions valaisannes*¹¹⁸. Constituée sous les auspices

¹¹⁸ Cf. aussi M. Biéler, *Quelques souvenirs sur la vie du peintre Ernest Biéler*, (Lausanne, 1945), pp. 37—38.

de Mgr J.-M. Abbet, évêque de Sion et du Conseil d'Etat du Valais, le 10 décembre, à Sion, cette société avait réuni, outre les trois initiateurs, les membres fondateurs suivants : MM. Charles de Rivaz, Augustin de Riedmatten, Joseph Ribordy, Raoul de Riedmatten, Adrien Ribordy, Joseph de Kalbermatten, Raymond Evéquoz, Antoine de Torrenté, François Duval, Joseph Dufour, Etienne Dallèves et Jacques Calpini.

Convoquée à Sion, le 17 janvier 1904, l'assemblée générale adopta les statuts et procéda aux élections.

La Société « a pour but de rechercher, *en concours avec la commission archéologique cantonale*, et afin de les collectionner, tous les objets intéressant l'histoire du foyer valaisan ». (Art. 2). Elle recueillera les objets de ménage et de la vie domestique, les costumes et les portraits anciens pouvant servir à l'histoire du costume, les objets religieux, en un mot tous les objets ayant rapport à la vie nationale. (Art. 3).

Le comité nommé pour trois ans, composé du président, M. Alphonse de Kalbermatten, du vice-président-trésorier, Raphy Dallèves et du secrétaire, M. Ernest Biéler, a la direction générale des affaires de la société. (Art. 14-17). Il s'adjoit une commission de surveillance de cinq membres pour organiser et administrer les collections. (Art. 18-19).

La fortune de la société se compose des collections, d'un fonds de roulement (cotisations et intérêts du fonds spécial) et d'un fonds spécial (finances d'entrée et donations). (Art. 24-26).

« Les collections sont indépendantes du musée archéologique cantonal et placées dans les bâtiments du château de Valère, mis obligamment à la disposition de la Société par le Vénérable Chapitre de Sion et l'Etat du Valais ». (Art. 29).

Et enfin : « Dans le cas de dissolution, les collections et l'actif de la Société passeront à l'Etat du Valais, prié de continuer l'œuvre commencée ». (Art. 37).

Ainsi, c'était en quelque sorte une société auxiliaire du musée. Or celui-ci, à cette époque, organisait péniblement et lentement ses collections, et commençait seulement à faire une distinction entre les collections archéologiques, historiques et numismatiques. La commission ne s'intéressait pas à l'art populaire. Ce fut le mérite des fondateurs des *Traditions Valaisannes* de se substituer à la commission défaillante dans ce domaine, et de lui apporter sa collaboration. Celle-ci ne se manifesta pas seulement à Valère, dans l'acquisition de nombreux objets de folklore, tels que ustensiles de ménage, tissus, etc. ou de gravures du Valais ; mais aussi dans la restauration des locaux mis à sa disposition et dans l'achat de vitrines.

Toutefois, son activité ne s'étendit guère sur plus de quinze années ; ses collections sont demeurées à Valère et, sans que la société ait été formellement dissoute selon les statuts, elles ont été peu à peu réunies à celles du musée.

Mais il serait utile pour le pays de faire revivre un jour la *Société des Traditions Valaisannes*, ou du moins celle-ci réorganisée en une véritable *Société des Amis de Valère*.

Ayant un but et une activité analogues à ceux des nombreuses sociétés de ce genre, cette société auxiliaire prêterait à notre institution son appui moral et matériel :

1) «en signalant au musée des occasions intéressantes d'enrichir ses collections» ;

2) «en lui facilitant par un subside l'acquisition d'objets rares ou précieux» ;

3) «en éveillant ou en entretenant l'intérêt des particuliers et des pouvoirs publics pour le développement du musée et des tâches qui lui incombent.»

Mais en étendant le cercle des amis de Valère, cette société amènerait, toujours en plus grand nombre, le public de tous les milieux à la connaissance de nos trésors d'art et d'histoire.

* * *

Voilà quels ont été, dans leurs grandes lignes, les travaux entrepris en Valais pour la protection des monuments d'art et d'histoire. Il faut bien convenir que, de 1881 à 1935, l'Etat a fourni un gros effort. On aurait pu, certes, obtenir encore de meilleurs résultats. Mais ce qui a été accompli est tout de même considérable.

Nous avons arrêté notre enquête à l'année 1935, parce que cette année-là, un coup funeste a été porté à l'organisation de la protection des monuments d'art et d'histoire.

En effet, en 1935, le Conseil d'Etat, dans un but d'économie, mit sur pied un plan de réorganisation des services de l'Etat ; la commission spéciale chargée d'examiner le projet exigea, entre autres, la suppression du poste d'archéologue cantonal et la réunion de ses attributions à celles de l'archiviste cantonal¹¹⁹.

On ne paraît pas avoir mesuré la portée d'une telle décision qui, en somme, reniait cinquante ans d'efforts. Il ne nous appartient pas de dire quelles en furent dès lors les conséquences pratiques, ni de retracer comment enfin, sous l'impulsion de M. le Conseiller d'Etat Cyrille Pitteloud, chef du Département de l'Instruction Publique, tous ces services ont été réorganisés de 1941 à 1945. Ce serait l'objet d'un autre travail.

¹¹⁹ Prot. C. E., 31 octobre 1935.